Micheline MILOT, David KOUSSENS,
(dirs.)Reconnaissance de la diversité religieuse:
débats actuels dans différentes sociétés.

Montréal, Québec, Diversité urbaine, 9(1), 2009, 137p.

Chantal Saint-Blancat

Édition électronique

URL : <http://journals.openedition.org/assr/22525>

DOI : 10.4000/assr.22525

ISSN : 1777-5825

Éditeur

Éditions de l'EHESS

Édition imprimée

Date de publication : 31 décembre 2010

Pagination : 9-242

ISBN : 9782713223013

ISSN : 0335-5985

Référence électronique

Chantal Saint-Blancat, « Micheline MILOT, David KOUSSENS, (dirs.)Reconnaissance de la diversité religieuse: débats actuels dans différentes sociétés. », *Archives de sciences sociales des religions* [En ligne], 152 | octobre-décembre 2010, document 152-90, mis en ligne le 06 mai 2011, consulté le 21 septembre 2020. URL : <http://journals.openedition.org/assr/22525> ; DOI : <https://doi.org/10.4000/assr.22525>

Ce document a été généré automatiquement le 21 septembre 2020.

© Archives de sciences sociales des religions

Micheline MILOT, David KOUSSENS, (dirs.)Reconnaissance de la diversité religieuse: débats actuels dans différentes sociétés.

Montréal, Québec, Diversité urbaine, 9(1), 2009, 137p.

Chantal Saint-Blancat

RÉFÉRENCE

Micheline MILOT, David KOUSSENS, (dirs.)Reconnaissance de la diversité religieuse: débats actuels dans différentes sociétés.Montréal, Québec, *Diversité urbaine*, 9(1), 2009, 137p.

- 1 Ce numéro thématique de la Revue *Diversité urbaine*, de l'Université de Montréal, analyse les différentes modalités de reconnaissance de la diversité religieuse, à partir d'une perspective comparative qui tient compte de la différenciation historique et sociale de la régulation étatique. Trois sociétés sont considérées, la France, l'Angleterre et le Québec. Le modèle québécois apparaît nettement comme le plus flexible, le plus innovateur, celui qui, en tout cas, a su développer une vraie prise de distance par rapport à l'épineuse gestion du pluralisme religieux. Deux domaines d'enquête sont abordés: la place dévolue à la religion dans l'espace scolaire et la question de l'arbitrage religieux dans le droit familial.
- 2 Quatre articles théoriques introduisent le dossier, suivis de trois cas d'études qui, à travers les pratiques sociales observées, éclairent et complètent le débat.
- 3 Le travail de J. Baubérot reconstitue clairement l'exceptionnalité du cas français. La distinction que l'auteur établit entre laïcité juridique et laïcité narrative est utile à la compréhension des conflits qui animent encore aujourd'hui les deux France. Cette catégorie ne semble pas s'appliquer à la réalité québécoise qui engage le débat public sur des questions concrètes et y répond davantage sous forme d'innovations juridiques,

à la suite de rapports publics documentés et critiques. Consciente de sa diversité culturelle et religieuse, la France ne semble toutefois pas encore en mesure d'aller au-delà d'une religion civile républicaine, loin du consensus du modèle américain de religion civile.

- 4 L'article de D. Koussens en disséquant les mémoires des principaux partis politiques lors de la consultation publique de la Commission Bouchard et Taylor sur les pratiques d'accommodements raisonnables face aux différences culturelles, démontre brillamment que le principe de laïcité n'existe pas en droit canadien et québécois, mais apparaît comme un principe d'aménagement du politique permettant de garantir libertés de conscience et de religion dans l'espace public. Mettant en lumière que les partis tendent à confondre sécularisation et laïcisation, il met en évidence combien les territoires de la laïcité sont difficiles à circonscrire. Trois types de représentation d'une société laïque émergent: l'une relègue le religieux à la sphère privée, impliquant une assimilation aux normes culturelles du groupe majoritaire, la deuxième (centrale pour le Parti Québécois) penche pour une «laïcité séparatiste», inspirée de Locke, proche des rigidités observées en France, enfin une troisième plus libérale propose un modèle de laïcité interculturelle, fondée sur une neutralité des institutions et favorisant l'expression des convictions à travers échange et dialogue. Dans son rapport final, la commission préconise un régime ouvert de «laïcité de reconnaissance» qui, selon l'auteur, privilégie l'autonomie des individus et une neutralité souple de l'État.
- 5 En comparant le rôle d'un enseignement sur les religions comme éducation à la citoyenneté et à la tolérance dans les trois sociétés pluralistes, M. Estivalèzes analyse l'approche transdisciplinaire française et son évacuation du fait religieux, le passage de la Grande-Bretagne d'une éducation de type confessionnel à un modèle multiconfessionnel pour finir avec le programme d'éthique et de culture religieuse (ECR) mis en place depuis 2008 au Québec et qui remplace l'enseignement religieux traditionnel. Révolutionnaire dans ses objectifs, ce modèle se présente comme une compréhension éclairée du religieux et s'appuie sur une conception plus intégrative de la diversité que la réalité française. Il ne comporte pas non plus un idéal normatif fort de la citoyenneté. Plus proche du modèle anglais, il s'inscrit dans une démarche de compréhension de l'Autre, appuyée sur la pratique du dialogue. En fonction de leur modèle de citoyenneté, ces trois sociétés continuent d'expérimenter leurs modalités de gestion de la diversité. Ce qui suppose flexibilité et remise en cause des modèles.
- 6 Qu'en est-il en effet dans la pratique? Les deux textes suivants éclairent le nouveau paradigme civique québécois. S.Tremblay revient sur le processus de déconfessionnalisation scolaire et fait une analyse critique du traitement du religieux dans le ECR. L'article sur les perceptions du traitement de l'islam par les jeunes musulmans met en lumière l'ethnocentrisme récurrent encore présent, mais l'enquête n'a pas pu tenir compte des changements introduits par le nouveau programme. La réflexion de J.-S. Imbeault sur l'arbitrage religieux est celle qui souligne le mieux la légitimité et les limites de la demande de reconnaissance de la diversité. Clairement documenté sur la loi sur l'arbitrage de 1991, le texte analyse le débat médiatique et la réponse politique du rapport Boyd (2004) face à la demande de création d'un Institut islamique de justice civile. L'auteur pose explicitement la question: un groupe issu d'une dénomination religieuse donnée dispose-t-il des justifications nécessaires à l'octroi d'un droit collectif? Emerge alors la problématique récurrente de la définition de la soit disant communauté, de ses frontières internes et externes qui peuvent

pénaliser les femmes en cas de divorce, du risque d'une citoyenneté minimale. Ce cas met en lumière les limites du multiculturalisme libéral. Sous prétexte de respecter le mécanisme confessionnel l'État doit-il accepter que des sujets autonomes risquent de perdre des droits garantis par le régime laïque? La référence wébérienne est ici la bienvenue. L'État peut-il légitimement intervenir sur l'autonomie des individus, lorsque sont présents des risques d'atteinte à la personnalité juridique? Il semble que la société canadienne et son modèle de multiculturalisme ne soit pas sortie indemne de ce débat crucial. La dernière enquête sur la résolution des conflits familiaux confirme toutefois que les femmes musulmanes, comme les experts juridiques et religieux, utilisent la médiation informelle et l'autorité religieuse comme une structure complémentaire au tribunal civil, obtenant ainsi les deux types de divorce facilitant le remariage religieux. Il s'agit davantage d'un marché compétitif utilisé stratégiquement par les acteurs mais le conseiller n'a aucun pouvoir de trancher un litige. La tolérance du système juridique québécois s'avère donc ici utile et sans risque.

- 7 On peut regretter que la réflexion sur la laïcité ne soit pas systématiquement reprise dans certains textes mais dans l'ensemble ce numéro présente une analyse concrète, documentée et critique sur les points d'achoppement du multiculturalisme. L'exemple canadien, en particulier québécois, apparaît ici comme un laboratoire avancé de réflexion, de créativité et de flexibilité par rapport à la réalité européenne.